REPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité - Travail - Progrès

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Direction Générale de l'Economie et des Réformes

Direction de l'Analyse Economique, de la Prévision et de la Modélisation

Note de conjoncture

Quarante-troisième (43ème) Edition

Conjoncture Economique à fin juillet 2026

Ce document est une production du Ministère de l'Economie et des Finances (ME/F).

Il a été préparé sous la supervision de :

Monsieur Dogari Bassirou, Directeur Général de l'Economie et des Réformes (DGE/R) ;

Par une équipe composée de :

Madame Falalou Fatimata Ousseini, Directrice Générale Adjointe de l'Economie et des Réformes (DGA/ER) ;

Monsieur Hassane Sadi, Directeur par intérim de l'Analyse Economique, de la Prévision et de la Modélisation (DAEP/M) ;

Monsieur Mahaman Laouali Mahaman, Chef de la Division des Synthèses Conjoncturelles à la DAEP/M ;

Monsieur Sani Mouza, Chef de la Division des Etudes et Analyses Economiques à la DAEP/M ;

Monsieur Sitou Balarabé Mahaman, Chef de la Division de la Prévision et de la Modélisation Macroéconomique à la DAEP ;

Monsieur Hadi Malam Yaou, Cadre à la Division des Synthèses Conjoncturelles, à la DAEP/M ;

Monsieur Issa Moustapha, Cadre à la Division des Etudes et Analyses Economiques, à la DAEP/M.

Septembre 2026

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX ..... **iii**

LISTE DES GRAPHIQUES ..... **iii**

SIGLES ET ABREVIATIONS ..... **iv**

MOT DU MINISTRE ..... **v**

PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE **1**

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, RÉGIONAL ET SOUS REGIONAL **3**

1.1. Evolution de l'activité économique 3

1.2. Inflation 5

1.3. Evolution des cours des principales matières premières 6

➢ **Cours du pétrole** 7

➢ **Cours de l'uranium** 8

II. CONJONCTURE ÉCONOMIQUE NATIONALE **9**

2.1. Evolution récente de l'activité économique 9

2.1.1 Inflation 10

2.1.2 Indice des Prix des Matériaux de Construction (IPMC) 11

2.1.4 Echanges extérieurs 13

2.1.5. Situation monétaire 15

2.2. Opinions des entreprises sur l'activité économique au 2ème trimestre 2026 16

2.3. Opinions des ménages sur la conjoncture au 2ème trimestre 2026 18

2.3.1. Opinions des ménages selon le genre au 2ème trimestre 2026 20

2.4. Analyse des écarts entre les réalisations et les prévisions des opinions des chefs d'entreprises au 2ème trimestre 2026 21

III. PERSPECTIVES AU COURS DU 3ème TRIMESTRE 2026 ..... **23**

3.1. Perspectives des prix des matières premières 23

3.2. Vues par les entreprises 23

3.3. Vues par les ménages 23

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES **25**

ANNEXES **26**

Annexe 1. Glossaire **27**

Annexe 2. Brève présentation de la Méthodologie des Enquêtes d'Opinions de la Direction Générale de l'Economie et des Réformes **29**

LISTE DES TABLEAUX

Tableau N°1: Evolution de la croissance économique dans le monde 5
Tableau N°2: Inflation par groupe des pays 6
Tableau N°3: Orientation géographique des échanges extérieurs du Niger 14

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique N°1*: Evolution des cours du pétrole* 7
Graphique N°2*: Evolution des cours de l'or* 8
Graphique N°3*: Evolution des cours de l'uranium* 9
Graphique N°4 : Evolution de la production du pétrole (en milliers de baril) 9
Graphique N°5 : Evolution de la production d'uranium (en tonnes) 10
Graphique N°6: Evolution de l'IHPC et de l'indice de la fonction « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » 11
Graphique N°7: Evolution de l'IPMC et de l'indice de la fonction « liants hydrauliques ». 11
Graphique N°8: Evolution des principaux agrégats des finances publiques (en milliards) 13
Graphique N°9: Evolution des composantes de la balance commerciale du Niger (en milliards) 14
Graphique N°10: Evolution des agrégats monétaires (en milliards) 16
Graphique N°11: Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises 17
Graphique N°12: Variation des effectifs des employés des entreprises interrogées 17
Graphique N°13: Evolution de la production des entreprises du secteur moderne 17
Graphique N°14: Evolution des stocks des entreprises 17
Graphique N°15: Evolution des investissements des entreprises 18
Graphique N° 16 : Évolution du solde d'opinions correspondant aux conditions de vie des ménages (pp) 18
Graphique N° 17 : Évolution du solde d'opinions correspondant à l'évolution des prix à la consommation (pp) 19
Graphique N° 18 : Évolution du solde d'opinions correspondant à la situation financière passée des ménages (pp) 19
Graphique N° 19: Évolution du solde d'opinions correspondant à la capacité actuelle d'épargne des ménages (pp) 20
Graphique N° 20 : Évolution du solde d'opinions correspondant à la capacité actuelle des ménages à effectuer des achats importants (pp) 20
Graphique N° 21 : Évolution des soldes correspondants aux conditions de vie, à l'évolution des prix à la consommation, à la capacité d'épargne et à la capacité d'effectuer des achats importants selon le genre entre le 1er et le 2ème trimestre 2026 (pp) 21
Graphique N° 22: Evolution des réalisation et prévisions en (%) 22
Graphique N°23: Évolution du solde d'opinions correspondant aux perspectives des conditions de vie des ménages (pp) 23
Graphique N°24: Évolution du solde d'opinions correspondant à l'opportunité future d'effectuer des achats importants (pp) 24
Graphique N°25: Évolution du solde d'opinions correspondant aux perspectives de la capacité future d'épargne des ménages (pp) 24

SIGLES ET ABREVIATIONS

AEN	Actifs Extérieurs Nets
AES	Alliance des Etats du Sahel
ASS	Afrique Subsaharienne
Bbl	Baril
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BM	Banque Mondiale
CME/B	Cadrage Macro-Economique et Budgétaire
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CNPC/NP	China National Petroleum Company/Niger Pétrolium
DAEP	Direction de l'Analyse Economique, de la Prévision et de la Modélisation
DGD	Direction Générale des Douanes
DGE/R	Direction Générale de l'Economie et des Réformes
DGI	Direction Générale des Impôts
DGT/CP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
IA	Intelligence Artificielle
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INS	Institut National de la Statistique
IPMC	Indice des Prix des Matériaux de Construction
ME/F	Ministère de l'Economie et des Finances
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole
PEF	Programme Economique et Financier
PEM	Perspectives de l'Economie Mondiale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
Pp	Point (s) de pourcentage
PRR	Programme de la Refondation de la République
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
$US	Dollar américain
XOF	Francs CFA

MOT DU MINISTRE

La Note de conjoncture est une publication trimestrielle du Ministère de l'Economie et des Finances (ME/F). Elle a pour objectif de fournir aux décideurs et agents économiques des informations sur l'évolution récente de l'économie nationale et internationale, ainsi que leurs perspectives à court terme.

La présente édition fournit des informations sur l'évolution de l'activité économique, au niveau international, régional, sous régional et national, au cours du deuxième trimestre 2026 et à fin juillet 2026 selon leur disponibilité. Elle présente également l'analyse des opinions des responsables d'entreprises et des chefs de ménage sur la situation économique nationale au cours du trimestre sous revue et les perspectives du troisième (3ème) trimestre de l'année 2026.

A l'occasion de cette quarante-troisième (43ème) édition, je voudrais réitérer mes sincères remerciements à l'endroit des entreprises, des ménages, des ministères et des institutions pour leurs précieuses contributions dans le cadre du dispositif de suivi de la conjoncture économique, ainsi que pour la compréhension et la collaboration dont ils font constamment preuve lors de la collecte des données.

Je voudrais, enfin, saisir cette occasion pour vous souhaiter une agréable lecture et vous inviter à nous faire part de vos éventuelles suggestions en vue d'améliorer davantage la qualité et de renforcer l'utilité de nos prochaines éditions.

Le Ministre de l'Economie et des Finances



Maman Laouali ABDOU RAFA

PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE[1]

Au 2ème trimestre 2026, **l'activité économique mondiale** reste marquée par la persistance des tensions géopolitiques, notamment au Moyen-Orient et en Ukraine, ainsi que par l'accélération des investissements dans l'intelligence artificielle. En effet, le Fonds Monétaire International (FMI) a légèrement ajusté ses perspectives de croissance. Ainsi, en juillet par rapport aux PEM d'avril 2026, la croissance économique mondiale est revue à la baisse de 0,1 point de pourcentage (pp) et à la hausse de 0,2 pp pour se situer à 3,0% et 3,4% respectivement en 2026 et 2027, après 3,5% en 2025.

Dans ce contexte de conflits ayant induit la hausse des coûts de l'énergie, de l'alimentation, des engrais et du transport, **l'inflation mondiale** repart à la hausse. Ainsi, **les cours des principales matières premières** (pétrole, or et uranium), nonobstant la baisse observée pour l'or et l'uranium, demeurent à des niveaux élevés.

L'activité économique nationale demeure dynamique, malgré la persistance des effets sécuritaires et des ceux induits par la guerre au Moyen-Orient. Il est ainsi attendu un taux de croissance du PIB de 7,0% en 2026, après 6,9% en 2025, portée principalement par le dynamisme du secteur secondaire, notamment la production du pétrole brut destinée à l'exportation, ainsi que par la bonne tenue des services et les perspectives favorables du secteur agricole. Dans ces conditions, **l'inflation nationale** reste contenue, en dépit d'une tendance haussière de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), avec un taux d'inflation en moyenne annuelle de -7,6% à fin juillet 2026. De même, **les prix des matériaux de construction** maintiennent leur tendance haussière avec une augmentation de 2,9% au 2ème trimestre 2026, après 0,5% au 1er trimestre 2026.

Dans le domaine **des finances publiques**, il est ressorti un taux de mobilisation de 48,1% des recettes totales et un taux d'exécution des dépenses et prêts nets de 41,9%, par rapport aux prévisions révisées convenues avec le FMI dans le cadre de la 9ème revue du Programme Economique et Financier (PEF). Ainsi, le solde global base engagement hors dons a été de 178,6 milliards.

Par ailleurs, **les échanges extérieurs,** au 2ème trimestre 2026, ont été caractérisé par une amélioration de la balance commerciale. L'excédent est passé de 82,0 milliards au 1er trimestre à 120,8 milliards au 2ème trimestre 2026, en lien avec une hausse plus importante des exportations que celle des importations.

[1] Sauf indication contraire :
-les montants sont exprimés en Franc de la Communauté Financière Africaine (FCFA),
-nous retenons un chiffre après la virgule lorsqu'il y a lieu et les nombres sont arrondis au dixième supérieur quand le deuxième chiffre après la virgule est supérieur ou égal à 5 et au dixième inférieur quand le deuxième chiffre après la virgule est inférieur à 5.

Dans le même ordre, **la situation monétaire** est marquée par une hausse combinée de la masse monétaire (+6,7%) et de ses contreparties, notamment les actifs extérieurs nets (+29,8%) et les créances intérieures (+1,5%).

En ce qui concerne **la perception de la conjoncture par les agents économiques,** au 2ème trimestre 2026, les responsables d'entreprises, qui se sont exprimés, ont indiqué que le climat des affaires semble s'amélioré, tandis que les chefs de ménages interviewés ont fait mention d'une dégradation de leurs conditions de vie. En outre, les chefs de ménage ont ressenti une baisse de leur pouvoir d'achat consécutif à la hausse relative des prix.

Toutefois, les agents économiques demeurent en grande partie optimistes pour **le trimestre à venir**, au cours duquel ils envisagent une amélioration de leurs activités économiques et leurs conditions de vie.

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, RÉGIONAL ET SOUS REGIONAL

1.1. Evolution de l'activité économique

Au 2ème trimestre 2026, une économie mondiale toujours forte, mais soumise à d'importants risques baissiers

Au **2ème trimestre 2026**, l'environnement économique international est demeuré marqué par la persistance des tensions géopolitiques au Moyen-Orient et l'évolution des marchés énergétiques mondiaux, ainsi que l'accélération du cycle technologique portée par le développement de l'intelligence artificielle (IA). Selon la mise à jour des **Perspectives de l'Economie Mondiale (PEM)** publiées par le **Fonds Monétaire International (FMI)** en juillet 2026, ces facteurs continuent d'exercer des effets opposés sur l'économie mondiale, les perturbations liées au conflit étant en partie compensées par le dynamisme des investissements technologiques et de la demande en équipements numériques.

Dans ce contexte, la croissance mondiale devrait ressortir à **3,0% (-0,1 pp) en 2026**, avant de s'établir à **3,4% (+0,2 pp) en 2027**, après une progression estimée à **3,5% en 2025**. Comparativement aux PEM d'avril 2026, les projections de juillet traduisent une légère révision à la baisse des perspectives de croissance pour 2026, suivie d'une amélioration pour 2027. Cette évolution reflèterait principalement les effets persistants du choc énergétique, liés au conflit au Moyen-Orient, compensés en partie par la vigueur des investissements dans les secteurs de l'IA et par une demande intérieure relativement résiliente dans plusieurs grandes économies.

Les risques entourant ces perspectives demeurent, toutefois, orientés à la baisse. Ils concernent principalement : ***(i) l'aggravation du conflit au Moyen-Orient ; (ii) la recrudescence des tensions commerciales ; (iii) la nouvelle hausse des prix des produits énergétiques ; (iv) le durcissement plus marqué des conditions financières internationales ; (v) la réévaluation ad'hoc des actifs liés à l'intelligence artificielle ; (vi) la dégradation des marges de manœuvre budgétaires ; et (vii) les vulnérabilités macro-financières dans plusieurs économies émergentes.*** A l'inverse, une normalisation plus rapide de la situation géopolitique et un renforcement de la coopération internationale, ainsi qu'une diffusion accélérée des gains de productivité liés à l'IA pourraient les améliorer.

Toutefois, cette croissance économique mondiale continue de masquer d'importantes disparités entre les différentes économies.

Dans les **économies avancées**, la croissance devrait s'établir à **1,7% (-0,1 pp) en 2026**, avant de remonter à **1,8% (+0,1 pp) en 2027**. Les économies exportatrices nettes d'énergie continueraient de bénéficier de l'amélioration de leurs termes de l'échange, tandis que les pays fortement dépendants des importations énergétiques demeureraient davantage exposés aux effets de la hausse des prix des hydrocarbures.

Ainsi, **aux États-Unis**, la cadence de l'activité atteindrait **2,3% (+0,0 pp) en 2026**, après **2,1% en 2025**, avant de ralentir légèrement à **2,2% (+0,1 pp) en 2027**. Cette évolution serait soutenue par la vigueur des investissements privés, notamment dans les technologies numériques et l'IA, ainsi que par le maintien d'une demande intérieure robuste.

Dans la **zone euro**, le rythme de l'activité économique ralentirait à **0,9% (-0,2 pp) en 2026**, après **1,4% en 2025**, avant de s'améliorer légèrement à **1,2% (+0,0 pp) en 2027**. Cette tendance traduirait principalement les effets de la hausse persistante des prix de l'énergie, le ralentissement de la demande intérieure et les difficultés du secteur manufacturier.

Au **Japon**, la croissance s'établirait à **0,6% (-0,1 pp) en 2026**, puis à **0,7% (+0,1 pp) en 2027**, sous les effets nets des mesures de soutien budgétaire, qui devraient permettre d'atténuer les effets du renchérissement des produits énergétiques.

Au **Royaume-Uni**, l'activité progresserait de **1,0% (+0,2 pp) en 2026**, avant de s'établir à **1,3% (+0,0 pp) en 2027**, traduisant une amélioration progressive des perspectives économiques.

Dans les **économies émergentes et en développement**, le taux de croissance de l'activité économique devrait ressortir à **3,8% (-0,1 pp) en 2026**, avant de rebondir à **4,5% (+0,3 pp) en 2027**. Les évolutions suivant les pays demeureraient, toutefois, contrastées selon le degré de dépendance énergétique, l'exposition aux échanges commerciaux et l'intégration dans les chaînes de valeur technologiques mondiales.

En **Chine**, la croissance atteindrait **4,6% (+0,2 pp) en 2026**, avant de ralentir à **4,1% (+0,1 pp) en 2027**, sous l'effet combiné des mesures de soutien mises en œuvre par les autorités et des contraintes structurelles qui continuent de peser sur l'économie.

En **Inde**, l'activité économique progresserait de **6,4% (-0,1 pp) en 2026**, avant d'accélérer à **6,7% (+0,2 pp) en 2027**. Cette évolution refléterait principalement la vigueur de la consommation privée, la solidité des investissements et la résilience du secteur des services.

En **Afrique subsaharienne**, le rythme de progression de l'activité s'afficherait à **4,3% (+0,0 pp) en 2026**, après **4,5% en 2025**, avant de s'améliorer à **4,5% (+0,1 pp) en 2027**. Cette stabilité masquerait néanmoins d'importantes disparités entre les pays, notamment entre les exportateurs et les importateurs nets de produits énergétiques.

Au **Nigeria**, le taux de croissance atteindrait **4,1% (+0,0 pp) en 2026**, puis **4,3% (+0,2 pp) en 2027**, sur fond d'une meilleure stabilité macroéconomique et des effets favorables sur les termes de l'échange.

En **Afrique du Sud**, la cadence de l'activité économique ressortirait à **1,1 % (+0,1 pp) en 2026**, avant de progresser à **1,3% (+0,0 pp) en 2027**. Ces évolutions seraient en lien avec l'amélioration des cadres politiques et des réformes structurelles en cours.

Dans la **zone UEMOA**, selon le **Rapport sur la Politique Monétaire de la BCEAO de juin 2026**, les projections de la BCEAO tablent sur une croissance de **6,4% (+0,0 pp) en 2026**, puis de **6,3% en 2027**, portée notamment par la poursuite des investissements publics et privés, la bonne orientation des activités agricoles et extractives, ainsi que le maintien d'une demande intérieure résiliente.

Toutefois, ces perspectives sont exposées à plusieurs risques, notamment **une aggravation des tensions géopolitiques internationales, une hausse durable des cours des produits énergétiques et un durcissement des conditions financières**

internationales, ainsi que les aléas climatiques susceptibles d'affecter la production agricole dans les pays de l'Union.

Tableau N°1: Evolution de la croissance économique dans le monde

Groupes/Pays	PEM (édition d'avril 2026)			PEM (édition de juillet 2026)		
	2025 (est.)	2026 (proj.)	2027 (proj.)	2025 (est.)	2026 (proj.)	2027 (proj.)
Monde	**3,4**	**3,1**	**3,2**	**3,5**	**3,0**	**3,4**
Pays avancés	**1,9**	**1,8**	**1,7**	**1,9**	**1,7**	**1,8**
États-Unis	2,1	2,3	2,1	2,1	2,3	2,2
Zone euro	1,4	1,1	1,2	1,4	0,9	1,2
Allemagne	0,2	0,8	1,2	0,2	0,7	1,0
France	0,9	0,9	0,9	0,9	0,6	0,9
Japon	1,2	0,7	0,6	1,1	0,6	0,7
Royaume-Uni	1,3	0,8	1,3	1,4	1,0	1,3
Pays émergents et en développement	**4,4**	**3,9**	**4,2**	**4,5**	**3,8**	**4,5**
Chine	5,0	4,4	4,0	5,0	4,6	4,1
Inde	7,6	6,5	6,5	7,7	6,4	6,7
Afrique subsaharienne	**4,5**	**4,3**	**4,4**	**4,5**	**4,3**	**4,5**
Nigéria	4,0	4,1	4,3	4,0	4,1	4,3
Afrique du Sud	1,1	1,0	1,3	1,1	1,1	1,3
UEMOA	**6,7**	**6,4**	**6,3**	**6,7**	**6,4**	**6,3**

***Sources** : Rapport sur les PEM du FMI (avril 2026 et juillet 2026) et Rapport sur la Politique Monétaire dans l'UEMOA (mars 2026 et juin 2026).*

1.2. Inflation

Une remontée de l'inflation mondiale au 2ème trimestre 2026, sous l'effet des tensions énergétiques nées des différends géopolitiques

Au **2ème trimestre 2026**, les tensions inflationnistes mondiales se sont accentuées sous l'effet du renchérissement des produits énergétiques et alimentaires, consécutif aux perturbations des marchés internationaux provoquées par le conflit au Moyen-Orient. En effet, selon la mise à jour des **PEM** publiée par le **FMI** en juillet 2026, la désinflation observée depuis le début de l'année 2024 marque désormais un retournement.

Ainsi, **l'inflation mondiale** devrait passer de **4,1% en 2025** à **4,7% (+0,3 pp) en 2026**, avant de ralentir à **3,9% (+0,2 pp) en 2027**. Cette révision haussière par rapport aux projections d'avril 2026 refléterait principalement la progression des prix du pétrole, du gaz naturel, des engrais et des denrées alimentaires, ainsi que les tensions persistantes sur les coûts du transport international.

Toutefois, **les évolutions inflationnistes demeurent très hétérogènes selon les pays**. Elles dépendent notamment de l'ampleur de la transmission des hausses des prix internationaux aux marchés domestiques et des politiques publiques mises en

œuvre pour amortir le choc énergétique, ainsi que de la persistance de l'inflation dans les services.

Dans les **économies avancées**, les banques centrales devraient maintenir une politique monétaire prudente afin d'éviter un désancrage des anticipations d'inflation. Sur ce fond, l'inflation, dans ce groupe de pays, afficherait un taux de **3,0%** (+0,2 pp) **en 2026,** alors qu'elle indiquait un taux de **2,5% en 2025,** pour ensuite ressortir à **2,4%** (+0,2 pp) **en 2027**. Par ailleurs, dans plusieurs grandes économies, le retour durable de l'inflation vers les objectifs des autorités monétaires ne serait attendu qu'à partir de la fin de l'année 2027, voire au-delà pour la zone euro.

Dans les **économies émergentes et en développement**, les tensions inflationnistes resteraient relativement plus élevées en raison de la plus forte sensibilité aux variations des prix internationaux des produits alimentaires et énergétiques et des variations de change, ainsi que des contraintes d'approvisionnement. Ainsi, l'inflation arborerait, pour ce groupe de pays, à la hausse, un taux de **5,8%** (+0,3 pp) **en 2026,** après **5,3% en 2025**, avant de se replier à **4,9%** (+0,3 pp) **en 2027.**

Au niveau de l'**UEMOA**, la situation resterait compatible à l'objectif de stabilité des prix des autorités monétaires. Ainsi, en moyenne annuelle, l'inflation devrait s'établir à **1,5% en 2026**, avant de converger vers **2,1% en 2027**, restant en dessous de la cible communautaire de **3,0%**. Les perspectives d'inflation dans l'Union demeurent, toutefois, tributaires de **l'évolution des prix internationaux des hydrocarbures et des produits alimentaires, des conditions climatiques influençant la production céréalière et de l'évolution du taux de change euro/dollar**.

Tableau N°2: Inflation par groupe des pays

Groupes de pays	PEM (avril 2026)			PEM (juillet 2026)		
	2025 (est.)	2026	2027	2025 (est.)	2026	2027
Monde	**4,1**	**4,4**	**3,7**	**4,1**	**4,7**	**3,9**
Pays avancés	2,5	2,8	2,2	2,5	3,0	2,4
Pays émergents et en développement	5,2	5,5	4,6	5,3	5,8	4,9
UEMOA	**0,0**	**1,4**	**2,1**	**0,0**	**1,5**	**2,1**

***Source** : : Rapport sur les PEM du FMI (avril 2026 et juillet 2026) et Rapport sur la Politique Monétaire dans l'UEMOA (mars 2026 et juin 2026).*

1.3. Evolution des cours des principales matières premières

Au 2ème trimestre 2026, les cours du pétrole sont en hausse, tandis que ceux de l'or et de l'uranium évoluent en baisse, à fin juillet 2026 les trois prix demeurent toutefois à des niveaux élevés

Au 2ème trimestre 2026, les marchés internationaux des matières premières ont évolué dans un contexte caractérisé **par les répercussions du conflit au Moyen-Orient, qui a provoqué un important choc sur les marchés énergétiques.**

En effet, **les perturbations des infrastructures énergétiques et des voies d'approvisionnement, notamment dans le détroit d'Ormuz**, ont fortement accru les tensions sur les marchés des matières premières, en particulier du pétrole, du gaz

naturel et des engrais, **induisant ainsi les pressions inflationnistes et renforçant les incertitudes sur les perspectives de croissance mondiale.**

Dans ce contexte, les cours des matières premières sont demeurés particulièrement volatils, sous l'effet conjugué des risques géopolitiques, **des ajustements de l'offre mondiale d'énergie, des décisions de production de l'OPEP+, de l'évolution de la demande mondiale et des anticipations relatives aux politiques monétaires des principales banques centrales**. A fin juillet 2026, les variations des cours du pétrole, de l'or et de l'uranium restent contrastées.

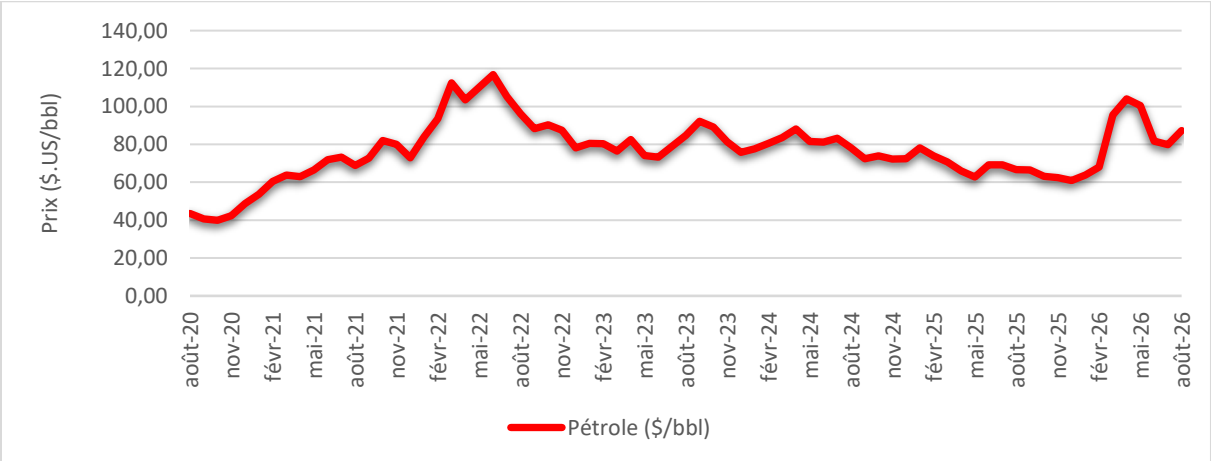
➢ Cours du pétrole

A fin juillet 2026, le cours du pétrole s'est établi à **79,80 US$/baril, contre 81,70 US$/baril à fin juin 2026**, soit **une baisse de 2,3%.** Cette baisse est en lien avec **l'évolution des risques géopolitiques, les ajustements de l'offre mondiale et les anticipations relatives à la demande d'énergie**.

En moyennes trimestrielles, **le prix du pétrole** s'est établi à **95,3 US$/baril au 2ème trimestre 2026, contre 75,8 US$/baril au 1er trimestre**, soit **une hausse de 25,8%**. Cette progression refléterait principalement **le renforcement de la prime de risque géopolitique sur les marchés énergétiques, les limitations de production maintenues par les pays membres de l'OPEP+ et une demande mondiale demeurée relativement soutenue.**

En glissement annuel, **le cours moyen trimestriel** du pétrole affiche **une progression de 44,6%** au 2ème trimestre 2026 par rapport au 2ème trimestre 2025. A fin juillet 2026, **le prix du pétrole reste supérieur d'environ 15,3%** à son niveau de juillet 2025, traduisant le maintien de niveaux de prix élevés malgré le repli observé au cours de ce mois.

Graphique N°1*: Evolution des cours du pétrole*



***Source** : ME/F/DGE/R/DAEP/M à partir des données Banque mondiale/FMI*

➢ Cours de l'Or

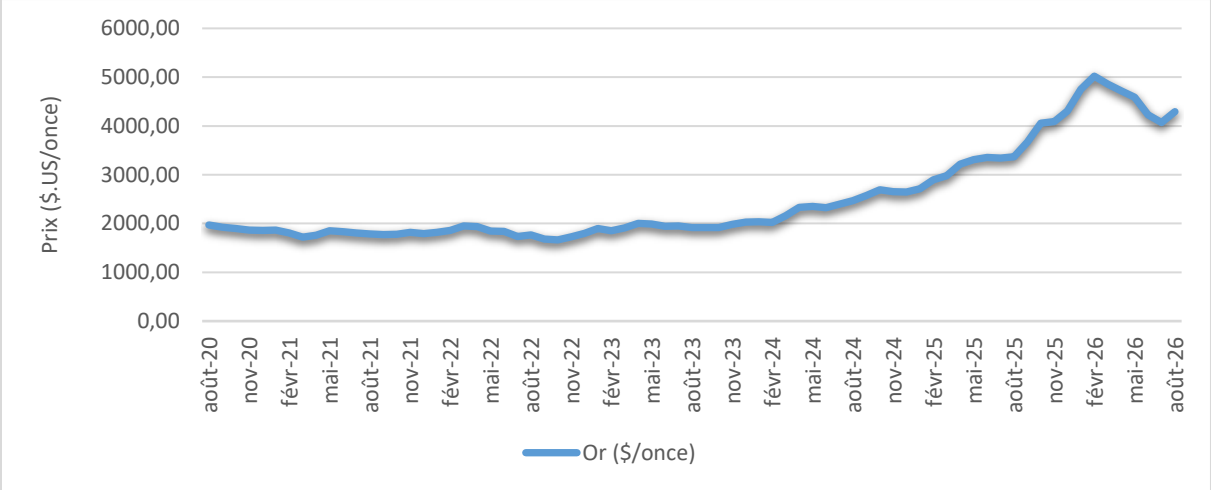
A fin juillet 2026, **le cours de l'or** s'est établi **à 4 073,00 US$/once, contre 4 228,00 US$/once à fin juin 2026**, soit **une baisse de 3,7%.** Ce recul intervient après les

niveaux élevés observés au 1er semestre, **dans un contexte de détente relative de la demande d'actifs refuges et d'évolution du sentiment des investisseurs**.

En moyennes trimestrielles, le prix de l'or est ressorti **à 4 512,0 US$/once au 2ème trimestre 2026, contre 4 876,3 US$/once au trimestre précédent**, soit **une baisse de 7,5%**. Malgré cette baisse, **les cours demeurent à des niveaux historiquement élevés, soutenus notamment par les achats des banques centrales et les incertitudes géopolitiques persistantes.**

En glissement annuel, **le prix moyen de l'or** a progressé **de 37,0% au 2ème trimestre 2026. A fin juillet 2026**, son cours demeure **supérieur d'environ 21,9%** à celui observé **en juillet 2025**, confirmant ainsi **le maintien d'un niveau de prix élevé.**

Graphique N°2: *Evolution des cours de l'or*



***Source** : ME/F/DGE/R/DAEP/M à partir des données Banque mondiale/FMI*

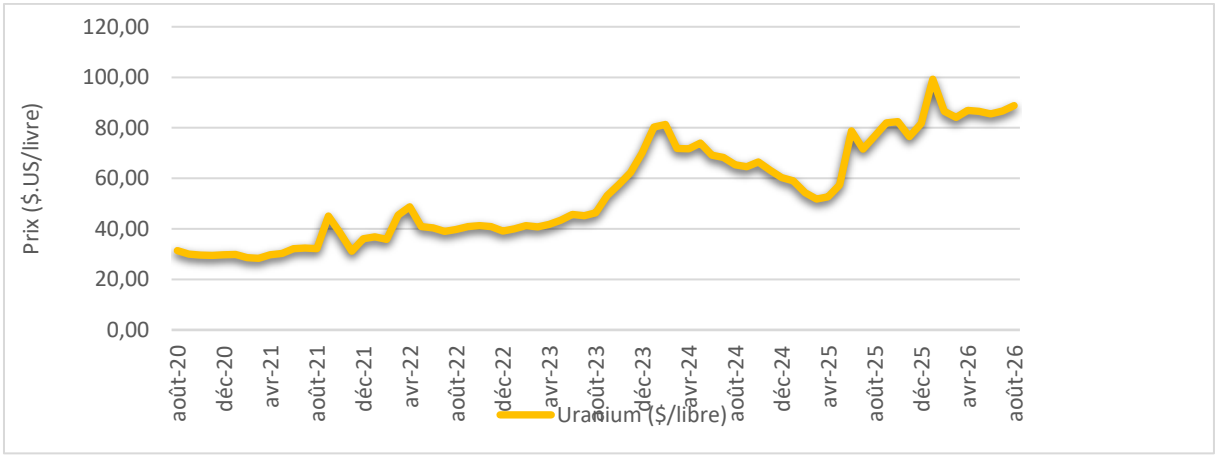
➢ **Cours de l'uranium**

A fin juillet 2026, **le cours de l'uranium** s'est affiché à **86,60 US$/livre, contre 85,50 US$/livre à fin juin 2026,** indiquant ainsi une augmentation de 1,3%. Cette évolution confirme **la relative stabilité du marché de l'uranium à un niveau de prix élevé.**

En moyennes trimestrielles, **le prix de l'uranium** est ressorti **à 85,8 US$/livre au 2ème trimestre 2026, contre 90,0 US$/livre** au trimestre précédent, soit **un recul de 4,6%**. Cette baisse intervient après la forte progression observée au 1er trimestre 2026, **dans un contexte d'ajustement du marché**.

En glissement annuel, **le cours moyen trimestriel de l'uranium demeure en nette hausse de 36,4% au 2ème trimestre 2026**. **A fin juillet 2026**, le prix enregistrait **une progression d'environ 20,9%** sur un an, traduisant **le maintien de fondamentaux favorables, soutenus par la demande mondiale en énergie nucléaire et le développement des programmes de transition énergétique.**

Graphique N°3: *Evolution des cours de l'uranium*



Source *: ME/F/DGE/R/DAEP/M à partir des données Banque mondiale/FMI*

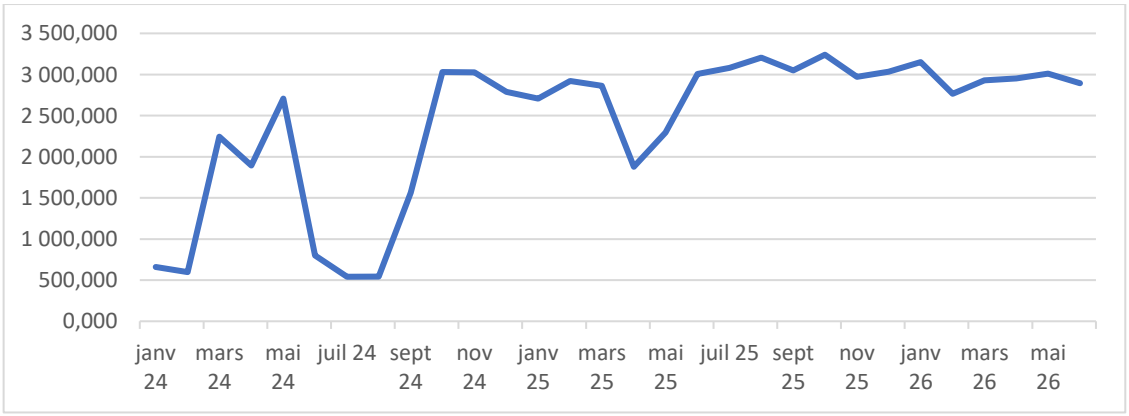
II. CONJONCTURE ÉCONOMIQUE NATIONALE

2.1. Evolution récente de l'activité économique

La projection de la croissance économique a été revue à 7,0% en 2026, après 6,9% en 2025. Malgré l'escalade des tensions au Moyen Orient, la dynamique de la croissance économique aurait été préservée, grâce à l'accélération des activités agricoles et la résilience des autres secteurs, sur fond d'une hausse continue de la demande.

Par ailleurs, les principaux produits d'exportation notamment le pétrole et l'uranium ont évolué de façon contrastée. En effet, la production pétrolière a enregistré une baisse de 2,3% au 2ème trimestre 2026, affichant 8 636 397,6 barils contre 8 843 949,0 barils au 1er trimestre 2026. Cette évolution est attribuable aux attaques perpétrées sur la ligne de transport.

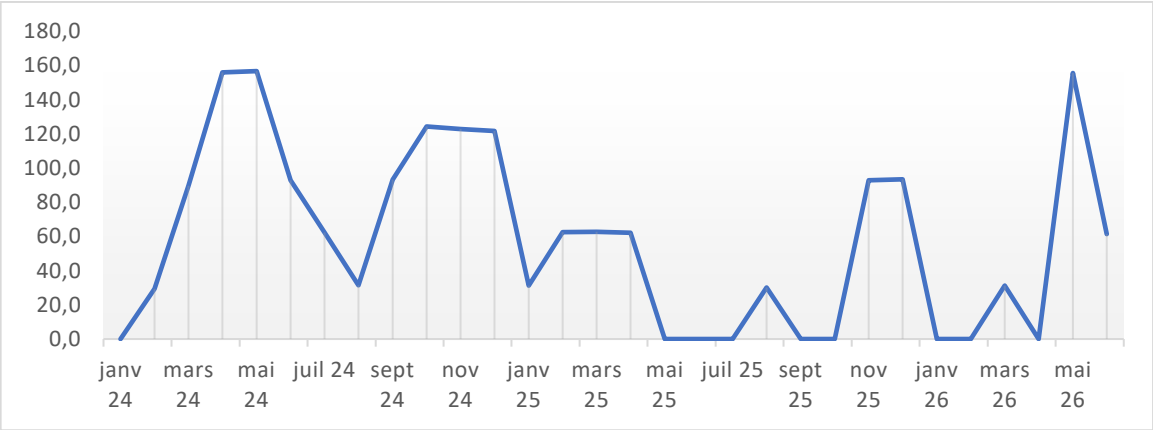
Graphique N°4 : Evolution de la production du pétrole (en milliers de baril)



Source *: DGE/R, à partir des données du Ministère du Pétrole*

S'agissant de l'uranium, sa production a presque été septuplée, passant de 31,0 tonnes au 1er trimestre 2026 à 216,9 tonnes au 2ème trimestre 2026. Cette forte hausse s'explique par la disponibilité des réactifs pour le traitement du minerai et la maintenance des machines suite au changement des pièces de rechange pour les engins. En outre, ce sous-secteur a bénéficié également d'une amélioration de la gouvernance, à travers une meilleure coordination des administrations intervenant dans la chaîne de valeur uranifère.

Graphique N°5 : Evolution de la production d'uranium (en tonnes)



***Source** : DGE/R, à partir des données du Ministère des Mines*

2.1.1 Inflation

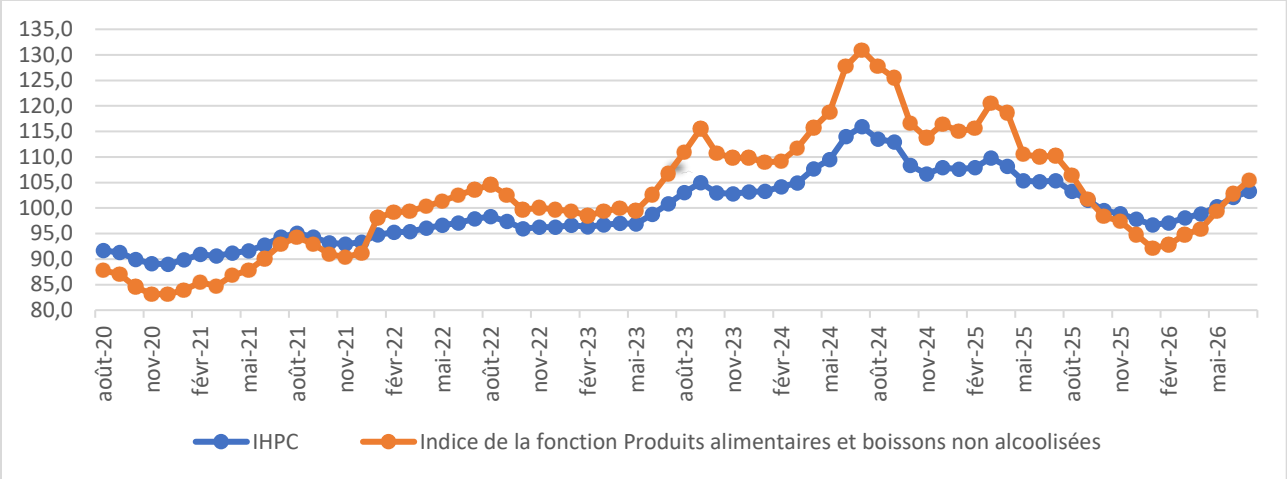
Poursuite de la tendance haussière de l'indice des prix à la consommation au 2ème trimestre 2026

L'analyse mensuelle au cours du 1er semestre 2026, fait ressortir une hausse continue entre février et juillet 2026. En effet, après une progression de 0,4% en février, 1,0% en mars, 0,7% en avril, son rythme d'évolution s'est progressivement accéléré pour atteindre 1,5% en mai,1,8% en juin 2026 et 1,2% en juillet 2026. Cette évolution est principalement attribuable à l'accroissement des prix de la fonction « **Produits alimentaires et boisson non alcoolisées** », en lien avec la période de soudure combinée aux effets de la fête de Tabaski.

Sur une base trimestrielle, les prix à la consommation ont augmenté de **3,2%** au 2eme trimestre 2026, contre une baisse de **1,5%** au 1er trimestre.

Comparé au même mois de l'année précédente (juillet 2026 par rapport à juillet 2025), l'IHPC a enregistré une baisse de **2,0%**. A fin juillet 2026, l'inflation en moyenne annuelle est ressortie à -7,6%, en dessous de la cible de 3,0% fixée par la norme communautaire**.**

Graphique N°6: Evolution de l'IHPC et de l'indice de la fonction « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées »



Source : ME/F/ DGE/R/DAEP *sur la base des données de l'INS*

2.1.2 Indice des Prix des Matériaux de Construction (IPMC)

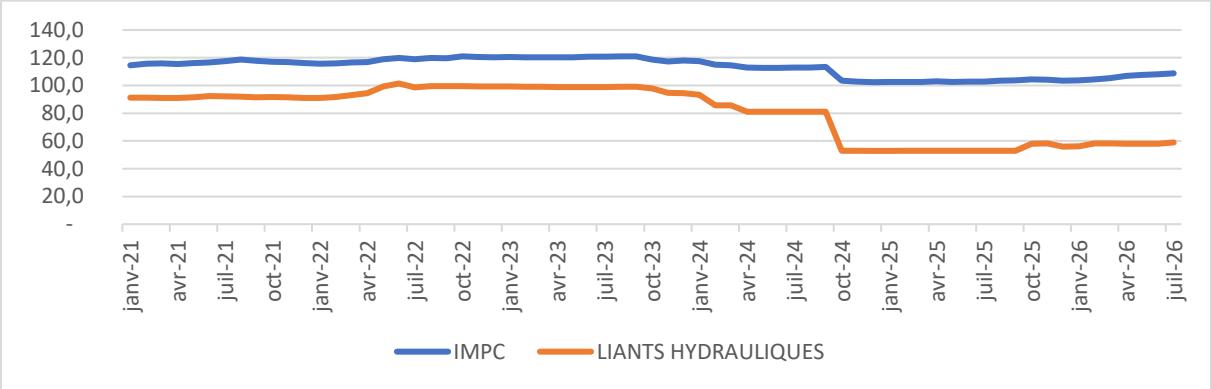
A fin juillet 2026, la tendance haussière de l'Indice des prix des matériaux de construction (IPMC) se maintient.

Les prix des matériaux de construction ont affiché une tendance globalement haussière entre mars et juillet 2026. Les hausses se sont établies respectivement à 0,9% en mars, 1,7% en avril, 0,7% en mai, 0,6% en juin et 0,5 en juillet. La hausse enregistrée en juillet est principalement imputable à l'augmentation des prix des fonctions « **liants hydraulique** » (+1,3%) et « **Bois** » (+3,4%), qui ont fortement contribué à la variation de l'indice global.

En variations trimestrielles, l'indice des prix des matériaux de construction a enregistré une hausse de 3,0% au 2ème trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent. Cette progression s'explique principalement par la pénurie du ciment gris sur le marché, qui a exercé une pression à la hausse sur les prix des matériaux de construction.

En glissement annuel (juillet 2026 comparé à juillet 2025), les prix des matériaux de construction ont affiché une hausse de 5,7%.

Graphique N°7: Evolution de l'IPMC et de l'indice de la fonction « liants hydrauliques ».



Source : ME/F/ DGE/R/DAEP sur la base des données de l'INS

2.1.3 Finances publiques[2]

Au terme du 1er semestre 2026, le taux de réalisation est ressorti à 48,1% pour les recettes totales et de 41,9% pour les dépenses totales

A fin juin 2026, l'exécution budgétaire est caractérisée par une mobilisation des recettes totales de l'ordre de 712,6 milliards et une exécution des dépenses totale et prêts nets à hauteur de 891,2 milliards, soit respectivement des taux de réalisation de 48,1% et 41,9% des prévisions convenues avec le FMI lors de la 9ème revue.

Sur une base trimestrielle, les recettes totales mobilisées au 2ème trimestre 2026 ont atteint 395,8 milliards contre 316,8 milliards au trimestre passé, soit une hausse de 24,9%. Cette situation est notamment imputable à la hausse des recettes fiscales qui ont cru de 25,6%. La hausse des recettes fiscales s'explique principalement par la performance des impôts sur les biens et de services (+38,8%), des impôts sur le revenu (+42,6%) sur fond de la bonne tenue de la demande intérieure et la poursuite des exportations du pétrole brut, atténuée par la baisse des taxes sur le commerce extérieur (-5,1%). Ainsi, **en glissement annuel**, les recettes totales ont augmenté de 35,1%.

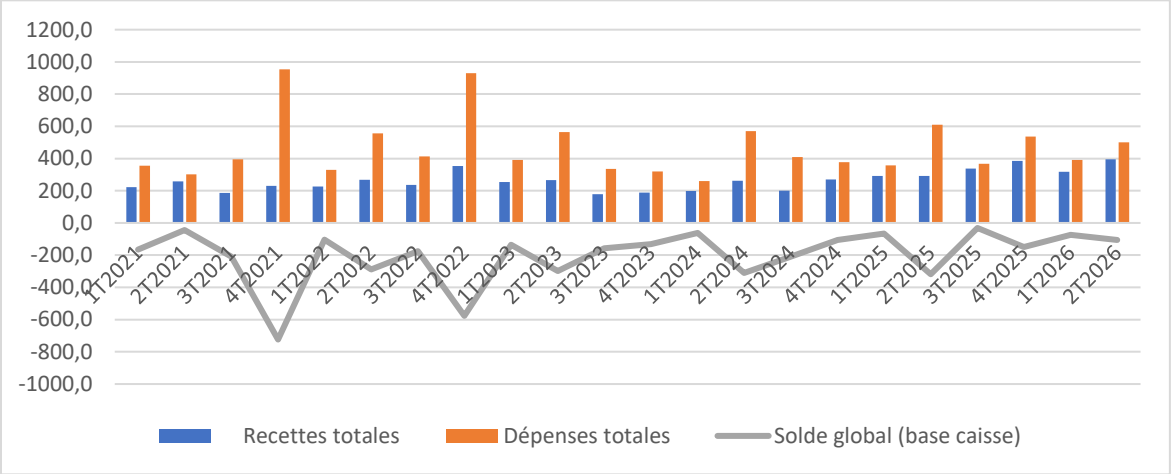
S'agissant des dépenses totales et prêts nets, leur exécution a atteint 500,5 milliards au 2ème trimestre 2026 après 390,6 milliards au trimestre précédent. Cette situation s'explique essentiellement par l'augmentation combinée des dépenses courantes et de celles d'équipements, respectivement de 28,4% et 27,5% en lien avec la mise en œuvre du Programme de la Refondation pour la République (PRR) 2025-2029. Au 2ème trimestre 2026, les dépenses courantes ont atteint 338,3 milliards après 263,4 milliards un trimestre plutôt, soit un cumul de 601,7 milliards au 1er semestre 2026 (49,3% des prévisions). Quant aux dépenses d'équipements et prêts, ils ont été exécutés à hauteur de 127,2 milliards et 162,3 milliards, respectivement au 1er et 2ème trimestre 2026, totalisant ainsi 289,5 milliards (32,0% des prévisions) au 1er semestre 2026. Ces dépenses d'équipement ont été financées à hauteur de 52,8% sur ressources extérieures (dont principalement des emprunts). Sur ce fond, **en glissement annuel**, les dépenses totales et prêts ont connu une baisse de 18,1%.

L'exécution budgétaire au 1er semestre 2026 s'est alors soldée par **un déficit global (base engagement hors dons)** de 178,6 milliards et **une accumulation des impayés 14,6 milliards**[3]. Cela a entrainé **un déficit global base caisse** de 163,9 milliards financé principalement sur les ressources extérieures à hauteur de 88,7%.

[2] L'analyse est faite sur la base des données provisoires du TOFE à fin juin 2026 qui peuvent faire l'objet d'une actualisation dans les éditions prochaines.

[3] Ces impayés sont constitués de seulement 0,3 milliards d'arriérés et les autres sont des fonds en route.

Graphique N°8: Evolution des principaux agrégats des finances publiques (en milliards)



Source *: ME/F/ DGE/R/DAEP sur la base des données du TOFE*

2.1.4 Echanges extérieurs[4]

Le solde commercial poursuit sa tendance haussière entamée au 1er trimestre 2026

L'excédent commercial des biens est passé de 82,0 milliards au terme du 1er trimestre 2026 à 120,8 milliards au terme du 2ème trimestre 2026, soit une amélioration de 38,8 milliards. Cette amélioration est en lien avec l'augmentation des exportations malgré la hausse des importations.

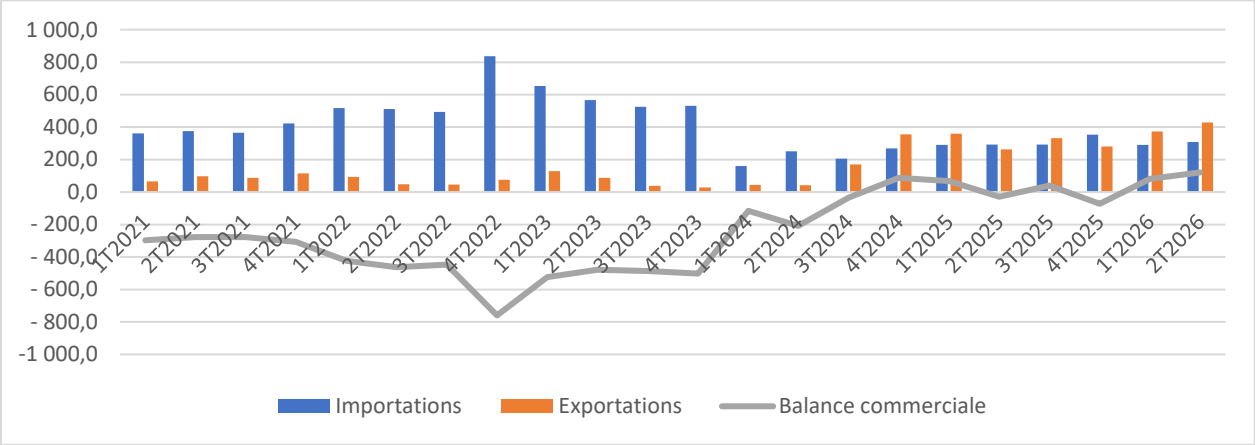
Les exportations des marchandises se sont établies à 429,3 milliards au terme du 2ème trimestre 2026, contre 372,3 milliards au terme du 1er trimestre 2026, soit un accroissement de 15,3%. Cette augmentation est imputable au rebond des exportations des produits pétroliers et miniers (+15,7%) ainsi que celui des produits agricoles (+37,0%). Le rebond des exportations des produits pétroliers et miniers est en lien avec l'augmentation simultanée des exportations du pétrole brut (+13,4%) et des exportations de l'or (+437,5%). La performance des exportations aurifères est due à la hausse du volume des exportations et le maintien des cours élevés de l'once d'or. Quant à la hausse des exportations des produits agricoles, elle est essentiellement attribuable à la vente à l'étranger de l'oignon (+38,5%).

Toutefois, les exportations du pétrole brut et des produits miniers rapportées **aux actifs extérieurs nets** ont représenté 58,1% au 2ème trimestre 2026 contre 64,1% au terme du 1er trimestre 2026, soit une baisse de 6,0 pp. En glissement annuel (2ème trimestre 2026 par rapport au 2ème trimestre 2025), les exportations des biens se sont accrues de 56,5%, traduisant le renforcement des exportations du pétrole brut.

Les importations des marchandises ont enregistré 308,5 milliards au terme du 2ème trimestre 2026 contre 290,2 milliards au terme du 1er trimestre 2026, soit une hausse de 6,3%. Cette hausse est imputable au renforcement des importations des produits pétroliers (+18,1%), en lien avec l'accroissement simultané des quantités importées (+16,5%) et des prix à l'importation. Quant aux biens d'équipement, le faible repli des importations est en liaison avec la diminution des prix moyens de ces produits. En glissement annuel (2ème trimestre 2026 comparativement au 2ème trimestre 2025), les importations ont diminué de 2,6%.

[4] L'analyse est faite sur la base des données provisoires de la douane, retraitées par l'INS.

Graphique N°9: Evolution des composantes de la balance commerciale du Niger (en milliards)



***Source** : ME/F/ DGE/R/DAEP sur la base des données de l'INS*

En ce qui concerne **l'orientation géographique** au 2ème trimestre 2026, les principaux partenaires du Niger en matière d'exportations des produits classés par ordre d'importance sont : **l'Europe, l'Asie et l'Afrique**. Quant aux principaux fournisseurs, ils sont classés en fonction de leurs parts relatives dans les importations totales. Il s'agit par ordre d'importance, de **l'Asie, de l'Afrique, de l'Europe et de l'Amérique**.

Tableau N°3: Orientation géographique des échanges extérieurs du Niger

Orientation géographique		
Zone/pays	Exportations (%)	Importations (%)
Afrique	**5,6**	**33,9**
dont Afrique de l'Ouest	**58,4**	**82,1**
Nigeria	32,5	75,3
Ghana	9,2	3,4
UEMOA	**58,3**	**21,3**
dont AES	**91,7**	**8,8**
Burkina Faso	53,4	87,2
Mali	46,6	12,8
dont Afrique du Nord	3,3	16,7
Algérie	68,8	68,3
Libye	19,6	1,7
Afrique Centrale	**33,8**	**0,1**
dont CEMAC	100,0	100,0
Asie	**10,7**	**47,7**
Chine	0,0	41,3
Emirats Arabes Unis	8,9	1,9
Inde	0,0	32,9
Europe	**83,6**	**14,2**
dont Union Européenne	100,0	86,6
IItalie	55,8	8,2
Pays-Bas	44,2	2,8
France	0,0	**26,7**
Amérique	**0,0**	**2,2**
dont Etats-Unis	100,0	52,1
Canada	0,0	2,4
Océanie	**0,0**	**0,0**
Pays non déterminés	**0,1**	**1,9**

***Source** : ME/F/ DGE/R/DAEP avec les données de l'INS*

2.1.5. Situation monétaire

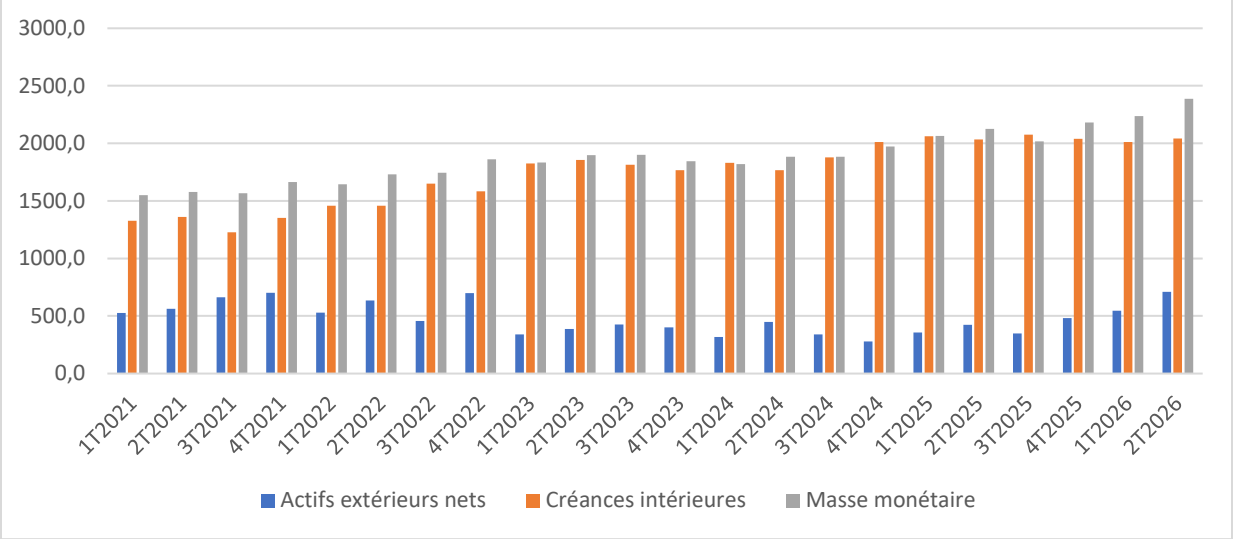
La situation monétaire, au terme du 2ème trimestre 2026, a été marquée par une hausse simultanée de la masse monétaire, des actifs extérieurs nets et des créances intérieures

Les actifs extérieurs nets des banques ont enregistré 709,2 milliards au terme du 2ème trimestre 2026 contre 546,4 milliards au terme du 1er trimestre 2026, soit une augmentation de 29,8%. Cette augmentation est imputable à la hausse des devises étrangères de la BCEAO (+29,7%) et des banques commerciales (+30,1%). Ainsi, les actifs extérieurs nets rapportés aux importations des marchandises ont représenté 229,9% au terme du 2ème trimestre 2026 contre 222,6% au terme du 1er trimestre 2026, soit un accroissement de 7,2 pp. **En glissement annuel** (2ème trimestre 2026 comparé au 2ème trimestre 2025), les actifs extérieurs nets ont augmenté de 67,8%.

Les créances intérieures sont passées de 2 012,0 milliards au terme du 1er trimestre 2026 à 2 042,2 milliards au terme du 2ème trimestre 2026, soit un rebond de 1,5%. Ce rebond est en lien avec l'accroissement des créances nettes sur l'administration centrale (+7,2%), malgré le repli des créances sur l'économie (-1,7%). L'augmentation des créances nettes sur l'administration centrale est en liaison avec les opérations de reprofilage de la dette publique sur le marché financier. **En glissement annuel** (2ème trimestre 2026 par rapport au 2ème trimestre 2025), les créances intérieures se sont accrues de 0,4%.

En ligne avec l'évolution de ses contreparties, **la masse monétaire** s'est établie à 2 387,7 milliards au 2ème trimestre 2026 contre 2 237,9 milliards au terme du 1er trimestre 2026, soit une hausse de 6,7%. Cette hausse est imputable à l'augmentation concomitante de la circulation fiduciaire (+7,8%) et des dépôts transférables (+5,2%). L'accroissement de la circulation fiduciaire est dû principalement à celui des billets et monnaies mis en circulation (+8,2%). Quant à l'augmentation des dépôts transférables, elle est en liaison avec celle des dépôts auprès de l'Institution d'émission (+141,6%) et des banques commerciales (+4,4%). **En glissement annuel** (2ème trimestre 2026 par rapport au 2ème trimestre 2025), la masse monétaire a augmenté de 12,3%.

Graphique N°10: Evolution des agrégats monétaires (en milliards)



Source : *ME/F/ DGE/R/DAEP sur la base des données de la BCEAO*

2.2. Opinions[5] des entreprises sur l'activité économique au 2ème trimestre 2026

Au 2ème trimestre 2026, la conjoncture économique semble s'améliorée, mais cache des disparités entre les secteurs

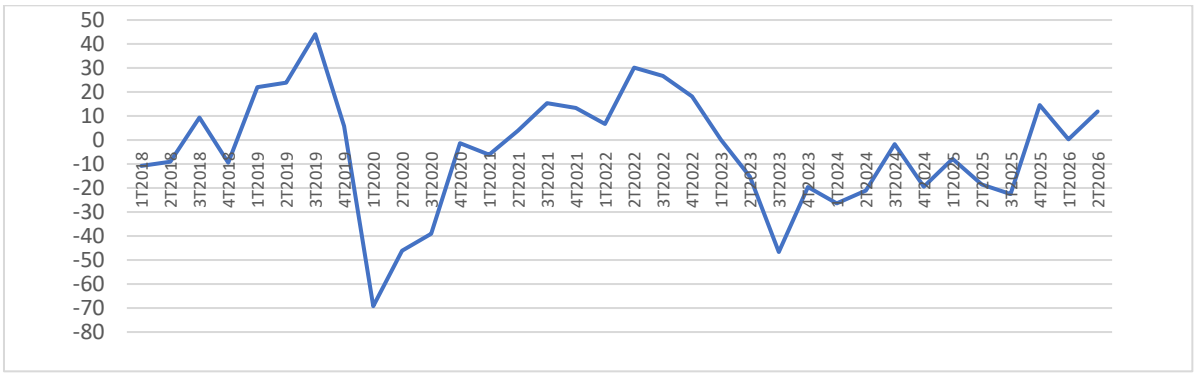
La conjoncture économique au 2ème trimestre 2026 a été caractérisée par une amélioration du **climat des affaires**. En effet, certains chefs d'entreprises interviewés lors de l'enquête du mois de juillet 2026, affirment avoir **recruté des nouveaux agents ;** ce qui a eu pour conséquence l'augmentation de **leur production**. Toutefois, l'analyse des soldes d'opinions révèle des disparités. En effet, **le climat des affaires,** en hausse de 11,7% par rapport au trimestre passé, est jugé favorable seulement pour les secteurs des BTP et du commerce.

L'analyse des soldes au 2ème trimestre 2026 montre aussi une augmentation **du stock,** en lien avec la hausse de la production, due aux **investissements** réalisés au trimestre passé.

Lors de cette enquête, certains chefs d'entreprises ont, en plus de leurs réponses, exprimé d'autres préoccupations auxquelles ils font face. Il s'agit principalement de ***la concurrence déloyale, du coût élevé de l'énergie, les tracasseries administratives, de la situation sécuritaire, la réduction de 20,0% des frais de scolarités, la situation sociopolitique, etc***.

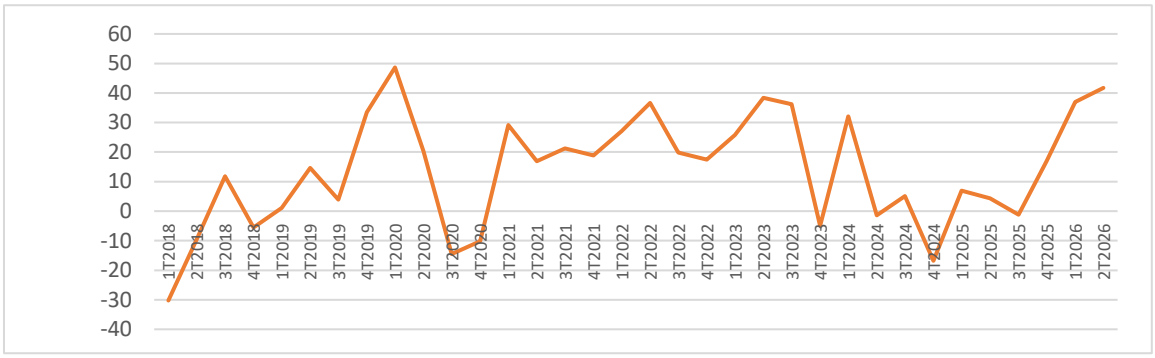
[5] Toutes les données sur les opinions sont en pourcentages (%)

Graphique N°11: Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises



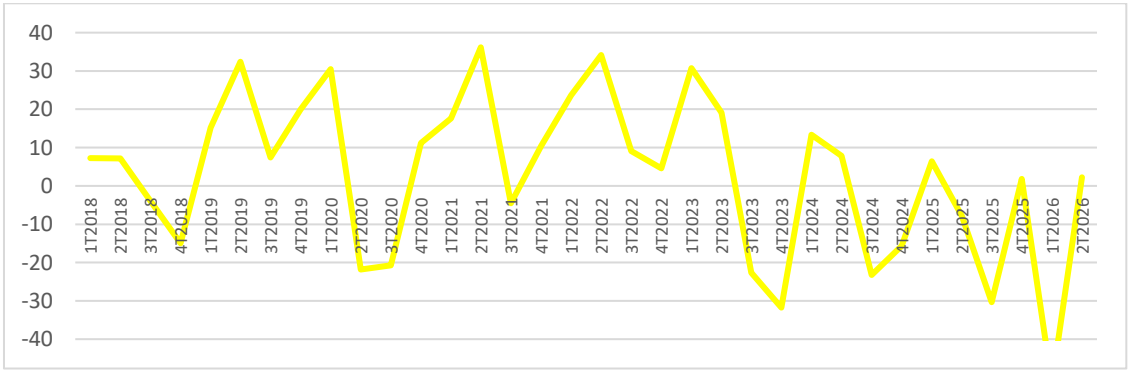
Source : ME/F/ DGE/R/DAEP/*Enquête auprès des entreprises (juillet 2026).*

Graphique N°12: Variation des effectifs des employés des entreprises interrogées



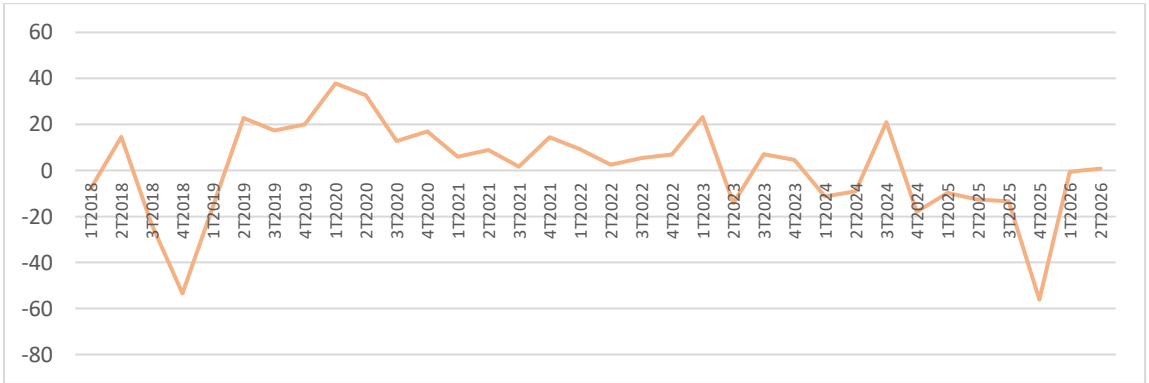
Source : ME/F/ DGE/R/DAEP */Enquête auprès des entreprises (juillet 2026).*

Graphique N°13: Evolution de la production des entreprises du secteur moderne



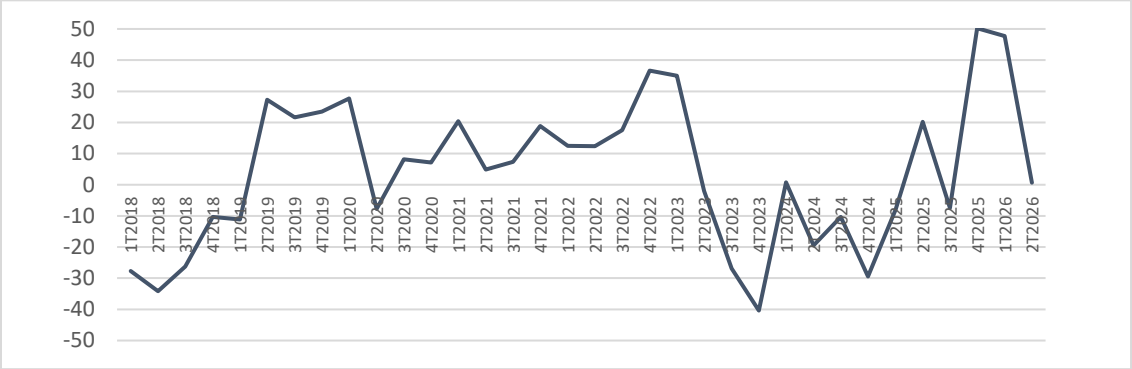
Source : ME/F/ DGE/R/DAEP/Enquête auprès des entreprises (juillet 2026).

Graphique N°14: Evolution des stocks des entreprises



Source : ME/F/ DGE/R/DAEP/*Enquête auprès des entreprises (juillet 2026)*

Graphique N°15: Evolution des investissements des entreprises



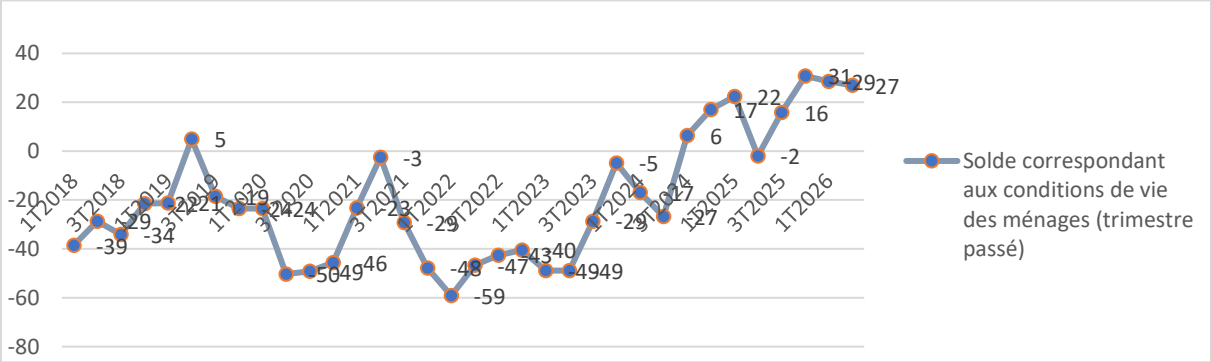
Source *: ME/F/ DGE/R/DAEP/Enquête auprès des entreprises (juillet 2026)*

2.3. Opinions des ménages sur la conjoncture au 2ème trimestre 2026

Au 2ème trimestre 2026, les conditions de vie des ménages se sont légèrement dégradées

Au cours de l'enquête de juillet 2026, les perceptions des ménages **relatives à leurs conditions de vie** se sont légèrement dégradées par rapport au 1er trimestre 2026. Ainsi, le solde d'opinions correspondant a reculé de 2,0 pp, passant de 29,0% au 1er trimestre 2026 à 27,0% au trimestre sous revue **(graphique N°16).**

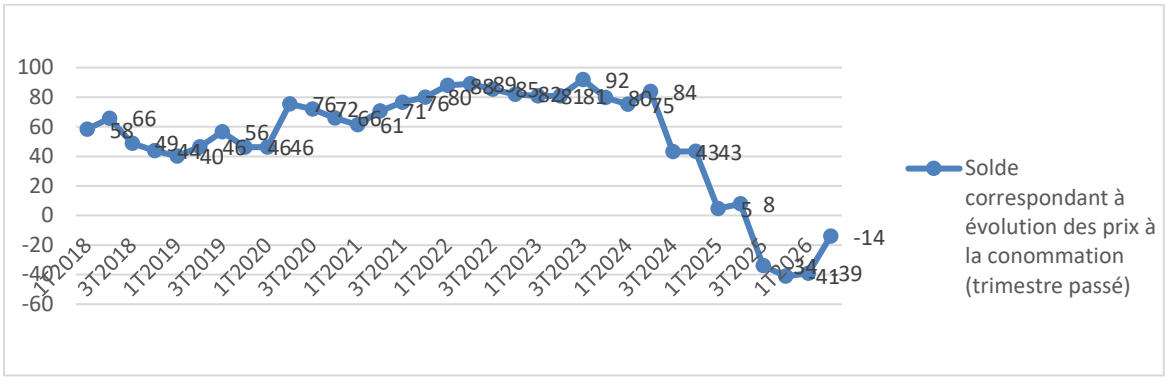
Graphique N° 16 : Évolution du solde d'opinions correspondant aux conditions de vie des ménages (pp)



Source *: MEF/ DGE/R/DAEP/ Enquête auprès des ménages (juillet 2026).*

S'agissant des **prix à la consommation**, par rapport au 1er trimestre 2026, les chefs de ménage continuent de percevoir une hausse des prix à la consommation, mais dans une moindre mesure. En effet, bien qu'il demeure négatif, le solde correspondant est passé de -39,0% au 1er trimestre 2026 à -14,0% au 2ème trimestre 2026, soit une détérioration de 25,0 pp, traduisant une hausse relative des prix au 2ème trimestre 2026 comparativement au trimestre précédent **(graphique N°17)**.

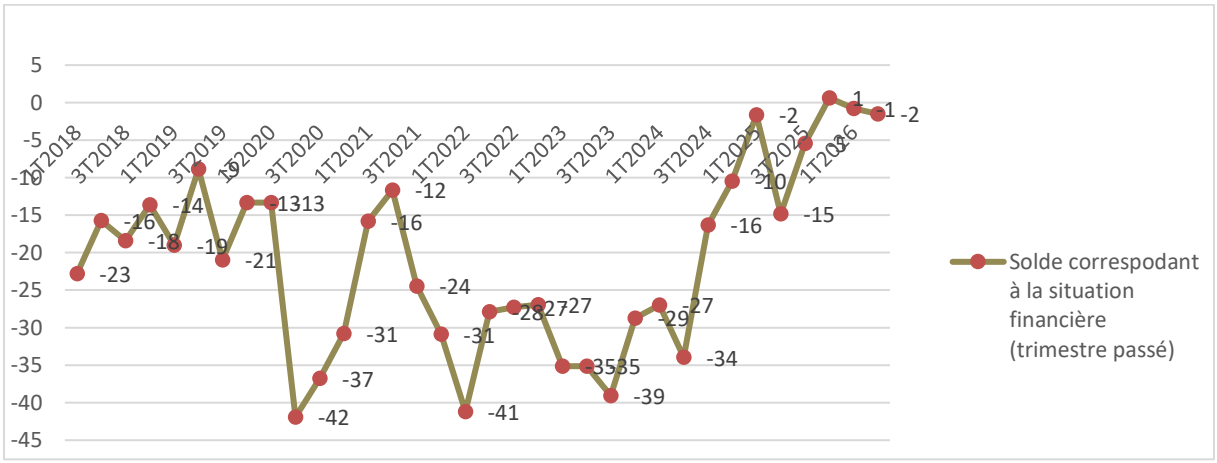
Graphique N° 17 : Évolution du solde d'opinions correspondant à l'évolution des prix à la consommation (pp)



***Source** : MEF/ DGE/R/DAEP/Enquête auprès des ménages (juillet 2026).*

Concernant **la situation financière passée**, les perceptions des ménages se sont dégradées par rapport au trimestre précédent. En effet, le solde d'opinions correspondant est passé de -1,0 % au 1er trimestre 2026 à -2% au 2ème trimestre 2026, soit une détérioration de 1,0 pp **(graphique N° 18).**

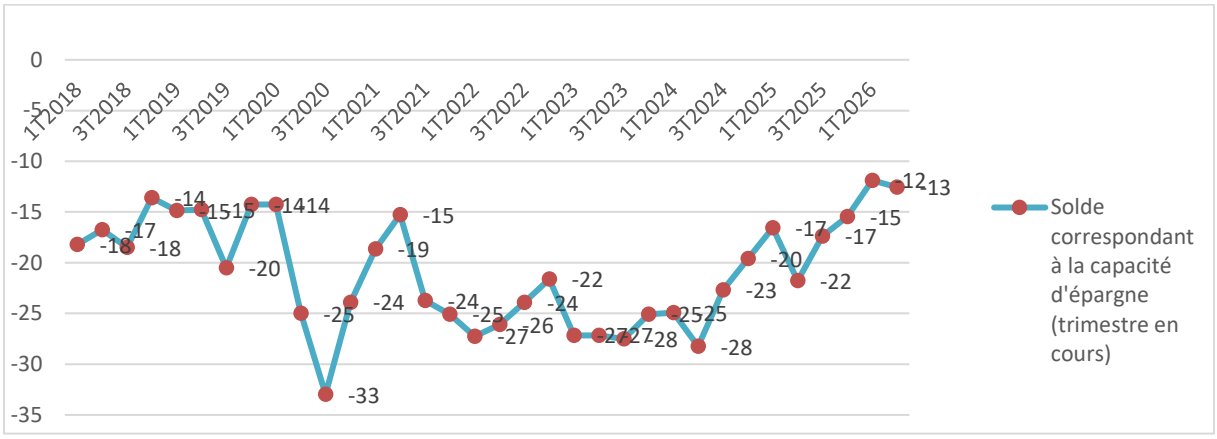
Graphique N° 18 : Évolution du solde d'opinions correspondant à la situation financière passée des ménages (pp)



***Source** : MEF/ DGE/R/DAEP/Enquête auprès des ménages (juillet 2026)*

En ce qui concerne **la capacité d'épargne**, suite à la dégradation de la situation financière, la proportion des ménages ayant déclaré n'avoir pas épargné a augmenté durant la période, dans le même sens que la dégradation de la situation financière passant de -12,0% à -13,0% **(graphique N° 19)**.

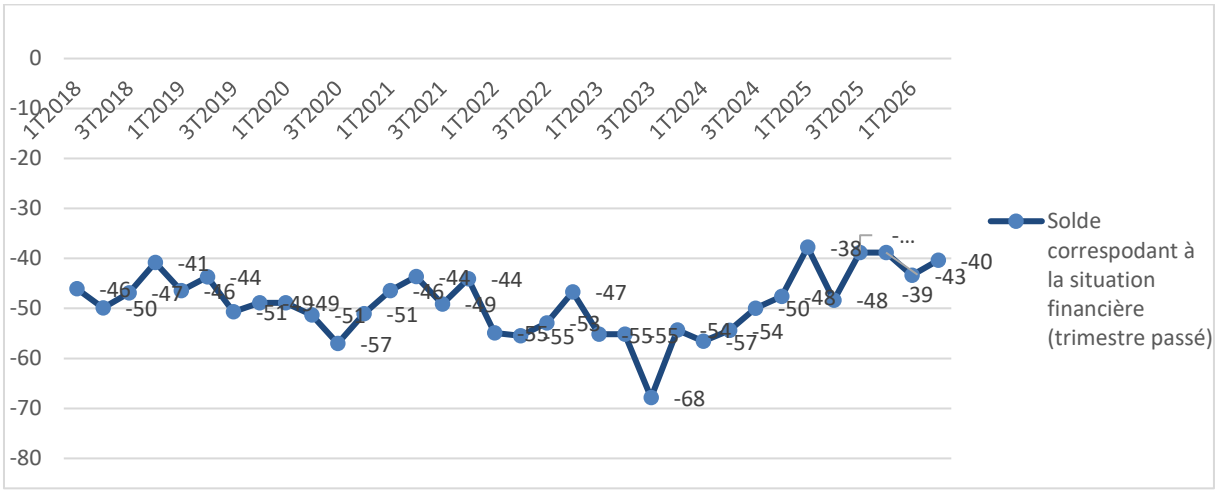
Graphique N° 19: Évolution du solde d'opinions correspondant à la capacité actuelle d'épargne des ménages (pp)



***Source** : MEF/ DGE/R/DAEP/Enquête auprès des ménages (juillet 2026).*

Toutefois, **la capacité actuelle des chefs de ménage à effectuer des achats importants** s'est améliorée. En effet, le solde d'opinions correspondant est passé de -43,0% à -40,0% **(graphique N° 20).**

Graphique N° 20 : Évolution du solde d'opinions correspondant à la capacité actuelle des ménages à effectuer des achats importants (pp)



***Source** : MEF/ DGE/R/DAEP/Enquête auprès des ménages (juillet 2026).*

Comme au précèdent trimestre, certains chefs de ménage ont formulé des **recommandations à l'endroit des Autorités, en vue d'améliorer leurs conditions de vie**. Parmi celles-ci, on peut retenir : ***(i) la stabilisation des prix à la consommation afin d'améliorer les conditions de vie de la population ; (ii) la promotion de la paix et des valeurs sociales ; (iii) la promotion des politiques pro-pauvres, etc***.

2.3.1. Opinions des ménages selon le genre au 2ème trimestre 2026

Au cours de l'enquête de juillet 2026, les ménages dirigés par les femmes affichent des perceptions plus défavorables

L'analyse selon le genre au titre du 2ème trimestre 2026 montre une prédominance des répondants de sexe masculin, qui représentent 68,5% de l'échantillon, contre 31,5% pour les femmes.

Selon les groupes d'âge, les femmes sont légèrement majoritaires dans la tranche 18 à 29 ans (18,2% contre 17,7% pour les hommes). Par contre, les hommes sont majoritaires dans les tranches 30 à 59 ans (72,8% contre 63,8%) et plus de 60 ans (13,0% contre 9,7%).

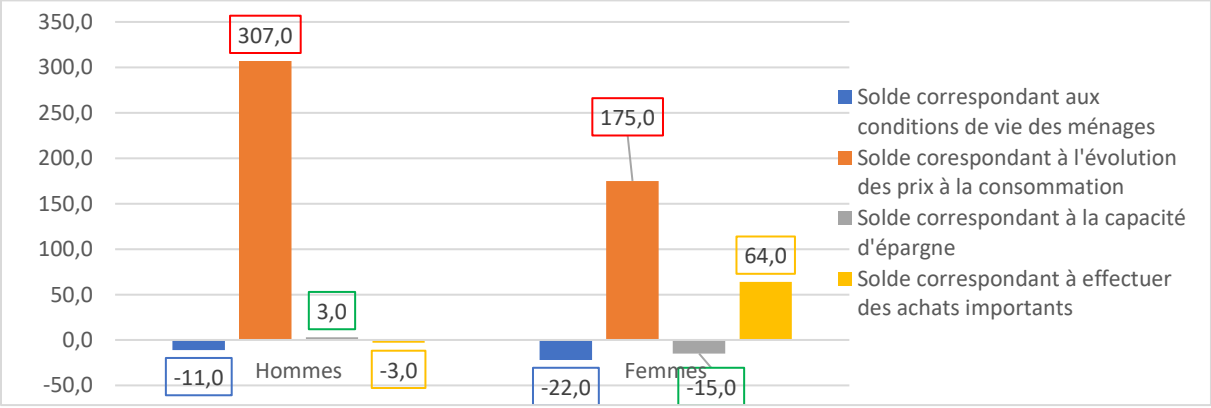
Comparativement au trimestre précédent, le solde d'opinions correspondant à **la capacité des ménages à épargner,** s'est détérioré de 15,0 pp chez les femmes, tandis qu'il s'est amélioré de 3,0 pp chez les hommes.

S'agissant de **la capacité des ménages à effectuer des achats importants**, le solde d'opinions y relatif s'est nettement amélioré chez les femmes (+64,0 pp), alors qu'il s'est détérioré de 3,0 pp chez les hommes.

Quant aux **conditions de vie des ménages**, au trimestre sous revue, le solde d'opinions correspondant s'est plus détérioré chez les femmes (-22,0 pp) que chez les hommes (-11,0 pp).

S'agissant de l'évolution **des prix à la consommation**, au cours du 2ème trimestre 2026, les chefs de ménage (hommes et femmes) ont perçu une augmentation des prix par rapport au trimestre précédent. En effet, les hommes ont perçu une hausse des prix plus prononcée que les femmes, avec des soldes d'opinions respectifs 307,0 pp et 175,0 pp.

Graphique N° 21 : Évolution des soldes correspondants aux conditions de vie, à l'évolution des prix à la consommation, à la capacité d'épargne et à la capacité d'effectuer des achats importants selon le genre entre le 1er et le 2ème trimestre 2026 (pp)



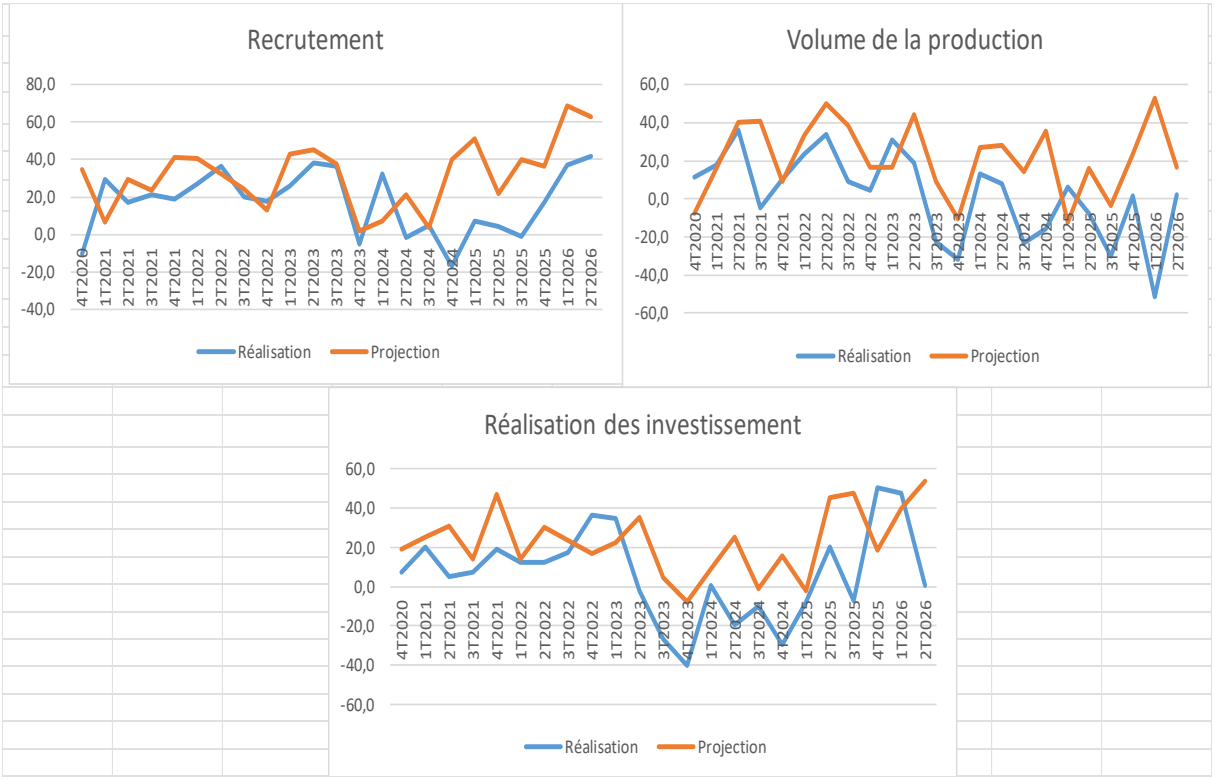
Source :ME/F/ DGE/R/DAEP/*Enquête auprès des ménages (juillet 2026).*

2.4. Analyse des écarts entre les réalisations et les prévisions des opinions des chefs d'entreprise au 2ème trimestre 2026

Les prévisions des chefs d'entreprise ne sont pas totalement réalisées au 2ème trimestre 2026

L'analyse des écarts au 2ème trimestre 2026 montre que les prévisions semblent avoir été réalisées pour le recrutement des nouveaux agents et la production, expliquant ainsi une meilleure capacité des chefs d'entreprise à prévoir la conjoncture économique. Toutefois, compte tenu des incertitudes sur l'évolution de la conjoncture nationale et internationale, leur projection concernant les investissements ne s'est pas réalisée comme le montre les soldes relatifs (graphique n°23).

Graphique N° 22: Evolution des réalisation et prévisions en (%)



Source : MEF/ DGE/R/DAEP/*Enquête auprès des ménages (juillet 2026).*

III. PERSPECTIVES AU COURS DU 3ème TRIMESTRE 2026

3.1. Perspectives des prix des matières premières

Les perspectives d'évolution des marchés internationaux des matières premières **au 3ème trimestre 2026** demeureraient **tributaires de l'évolution de la situation géopolitique internationale, des décisions de production des pays membres de l'OPEP+ et des perspectives de croissance de l'économie mondiale, ainsi que de l'orientation des politiques monétaires des principales banques centrales.**

Dans l'ensemble, **les perspectives des matières premières** demeurent entourées d'importantes incertitudes. Elles continueraient de dépendre de **l'évolution des conflits géopolitiques au Moyen-Orient, des politiques de production des principaux pays exportateurs, de la trajectoire de la demande mondiale, des conditions financières internationales ainsi que des décisions de politique monétaire des grandes banques centrales.**

3.2. Vues par les entreprises

Les responsables d'entreprises sont optimistes quant aux perspectives pour le 3ème trimestre 2026

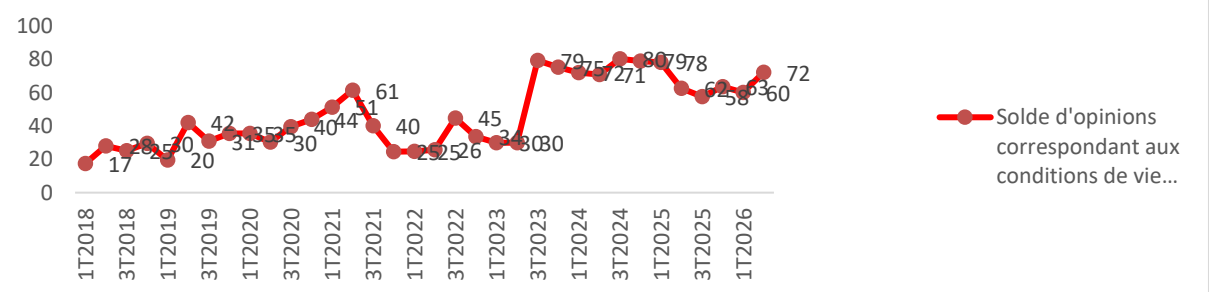
Compte tenu de la conjoncture économique nationale et internationale, les responsables d'entreprises demeurent optimistes concernant l'évolution de leurs activités au cours du 3ème trimestre 2026. En effet, l'analyse des soldes d'opinions montre que les chefs d'entreprise prévoient une évolution de leurs activités, en prévoyant de nouveaux recrutements ou en maintenant constants **leurs effectifs (+60,9%)** et espérer une évolution positive de la production (+17,4%), mais restent prudents pour les investissements futurs.

3.3. Vues par les ménages

Au cours du 3ème trimestre 2026, les chefs de ménage sont optimistes quant à l'amélioration future de leur situation

Selon les résultats de l'enquête de Juillet 2026, les perspectives des ménages concernant l'évolution de leurs conditions de vie demeurent positives. En effet, le solde d'opinions correspondant est passé de 63,0 % au 1er trimestre 2026 à 72% au trimestre sous revue, soit un rebond de 9,0 pp. Ce rebond traduit un optimisme quant à l'amélioration future des conditions de vie des ménages **(graphique N° 25).**

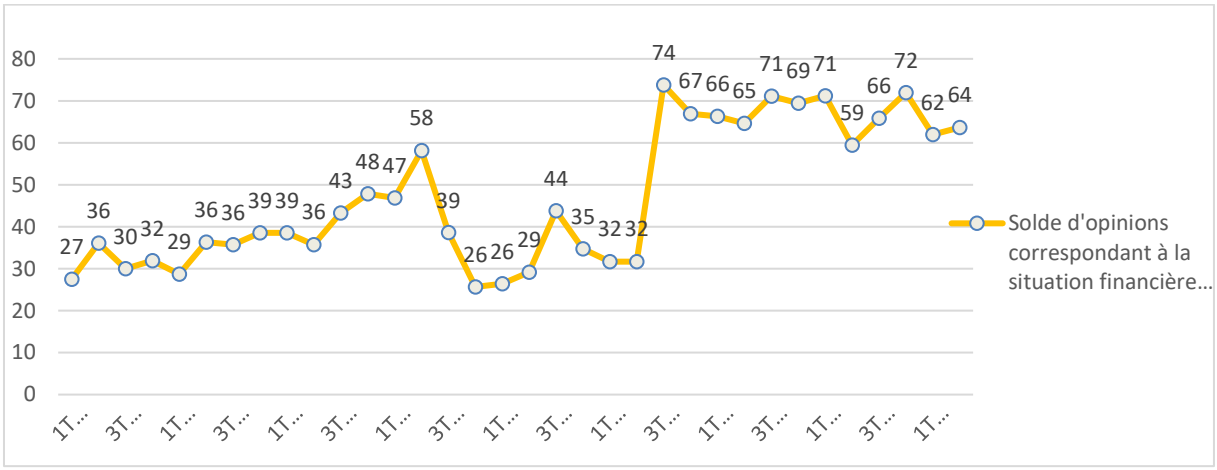
Graphique N°23: Évolution du solde d'opinions correspondant aux perspectives des conditions de vie des ménages (pp)



Source :ME/F/ DGE/R/DAEP/*Enquête auprès des ménages (juillet 2026).*

S'agissant de l'opportunité future d'effectuer des achats importants, les perspectives sont bonnes comparativement au trimestre précédent. En effet, le solde d'opinions correspondant a augmenté de 2,0 pp, passant de 62,0% au 1er trimestre 2026 à 64,0% au 2ème trimestre 2026 (**graphique N° 26**).

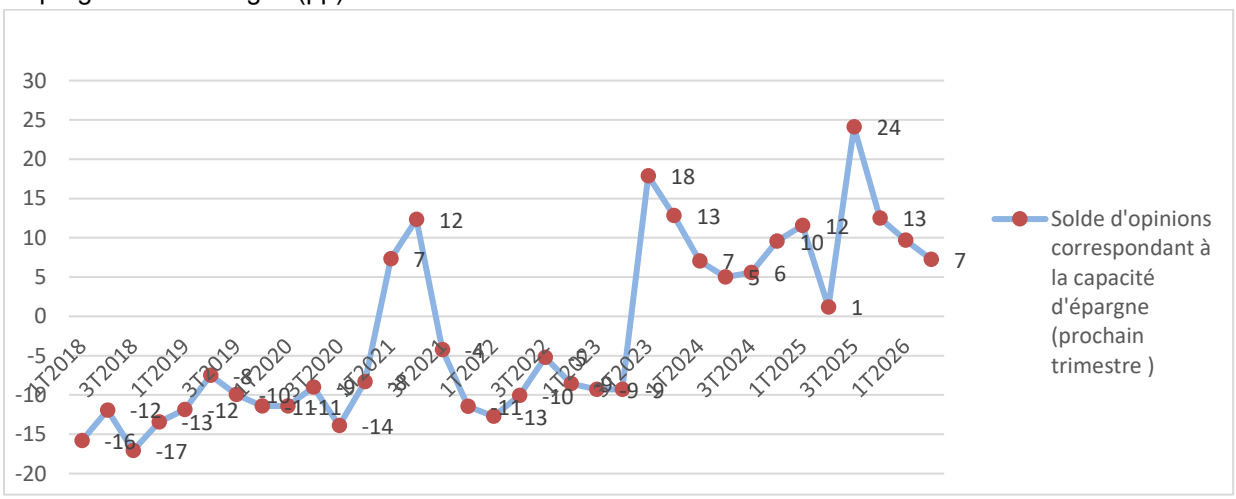
Graphique N°24: Évolution du solde d'opinions correspondant à l'opportunité future d'effectuer des achats importants (pp)



Source :ME/F/ DGE/R/DAEP/*Enquête auprès des ménages (juillet 2026).*

Les ménages demeurent prudents quant à leur **capacité future d'épargne**. Ainsi, le solde d'opinions correspondant a reculé de 3,0 pp, passant de 10,0% à 7,0% **(graphique N° 27).**

Graphique N°25: Évolution du solde d'opinions correspondant aux perspectives de la capacité future d'épargne des ménages (pp)



Source :ME/F/ DGE/R/DAEP/*Enquête auprès des ménages (juillet 2026).*

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BCEAO, (juin 2026) « *Rapport sur la Politique Monétaire »* ;

BCEAO, (2026). *« Situation monétaire à fin* mars 2026 *»* ;

FMI, (juillet 2026). *« Perspectives de l'Economie Mondiale »* ;

ME/F, « *TOFE à fin* juin 2026 » ;

INS, « *Echanges extérieurs du 2ème trimestre 2026* » ;

INS*. « Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), mai à juillet* 2026 » ;

INS*. « Indice des Prix des Matériaux de Construction (IPMC), mai à juillet* 2026 ».

ANNEXES

Annexe 1. Glossaire

Activité économique : Processus qui conduit à la fabrication d'un produit ou à la mise à disposition d'un service par une unité de production.

Actifs Extérieurs Nets : Créances ou engagements nets des institutions monétaires (Banque Centrale et banques commerciales) sur l'extérieur. Ce poste correspond à l'ensemble des rubriques des situations de la Banque Centrale et des banques commerciales relatives à leurs opérations avec l'extérieur. Il s'obtient en déduisant des avoirs extérieurs bruts, l'ensemble des engagements extérieurs, y compris les engagements à moyen et long terme.

Balance commerciale : Différence, en termes de valeur monétaire, entre les exportations et les importations de biens ou de biens et services (dépend du pays) dans une économie sur une période donnée. On parle aussi de solde commercial.

Cadrage macroéconomique : Evaluation et orientation des grands traits caractéristiques d'une économie, dans un contexte international, et sur un horizon donné, et pour des objectifs macroéconomiques. Il consiste à déterminer par étapes successives les différents agrégats des secteurs macroéconomiques avant d'assurer la cohérence d'ensemble et les conditions d'atteinte des objectifs.

Créances nettes sur l'administration centrale : Créances nettes ou engagements nets du Trésor vis-à-vis du reste de l'économie. Les créances nettes sur l'administration centrale sont constituées par la différence entre les dettes du Trésor et ses créances sur la Banque Centrale, les banques et les particuliers et les entreprises. Par convention, une créance nette sur l'administration centrale créditrice est précédée du signe (-) tandis qu'une créance nette sur l'administration centrale débitrice est précédée d'un signe (+).

Créances sur l'économie : Ensemble des concours consentis à l'économie par les banques (refinancées ou non), les établissements financiers (partie refinancée par la Banque Centrale) et par le Trésor (à travers l'acceptation de traites douanières).

Dépenses publiques : Concernent l'ensemble des décaissements non remboursables effectués par les administrations publiques. Le poste est généralement éclaté en deux principales sous rubriques à savoir les dépenses courantes et les dépenses en capital.

Dons : Encaissements non remboursables, provenant de versements non obligatoires d'autres administrations publiques, nationales ou étrangères et d'organismes internationaux.

Inflation : Perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix.

Masse monétaire : Ensemble des créances détenues par le reste de l'économie sur les institutions monétaires. Elle recouvre les disponibilités monétaires (circulation fiduciaire + dépôts à vue) et quasi monétaires (comptes d'épargne et dépôts à terme).

Opinion : Jugement que l'on porte sur un individu, un objet ou un thème.

Prêts nets : Prêts moins remboursements en capital effectués par le Gouvernement pour appuyer le service public et consentis à des entreprises publiques. Ces types de prêts sont généralement constitués par les prêts rétrocédés.

Production : Activité économique exploitant les ressources du travail et du capital (appelées facteurs de production) dans le but de réaliser des biens ou des services à partir de consommations intermédiaires (biens ou services achetés à d'autres entreprises puis transformés).

Recettes fiscales : Paiements obligatoires, sans contrepartie et non remboursables, effectués au profit des administrations.

Recettes non fiscales : Encaissements non remboursables des administrations ayant une contrepartie, toutes les amendes et pénalités à l'exception de celles relatives aux infractions fiscales et douanières, et tous les dividendes que les sociétés doivent verser à l'Etat en tant qu'actionnaire.

Solde d'opinion : Différence entre la proportion de répondants à une enquête ayant exprimé une opinion positive et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative.

Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) : Document statistique qui retrace toutes les ressources et tous les emplois de l'Etat en termes financiers pendant une période donnée (généralement, une année), selon un champ de couverture bien défini. Plus précisément, il permet de cerner comment les ressources financent les emplois de l'Etat (par recettes de l'Etat, par dons non remboursables intérieurs ou extérieurs, par emprunts intérieurs ou extérieurs - bancaires ou non bancaires, par constitution d'arriérés de paiement intérieur ou extérieur - non-paiement des créances pendant la période considérée). Il permet également de mesurer l'interaction entre le secteur des finances publiques et les autres secteurs de l'économie (secteur réel, secteur monétaire et secteur extérieur).

Tendance : Notion correspondant à l'orientation constatée pour une série de données sur une certaine période.

Annexe 2. Brève présentation de la Méthodologie des Enquêtes d'Opinions de la Direction Générale de l'Economie et des Réformes

1. Rôle et utilité de l'enquête de conjoncture trimestrielle

L'enquête trimestrielle de conjoncture du MEF est : *(i) une opération de collecte d'opinions de chefs d'entreprises sur le climat des affaires au Niger et sur les évolutions de leurs activités au cours des trois (3) mois passés et des trois (3) mois à venir ; (ii) une opération de collecte d'opinions de chefs de ménages sur la perception du niveau de vie au Niger en général et sur d'autres thématiques clés (inflation, situation financière du foyer, capacité d'épargne, etc.) au cours des trois (3) mois passés et des trois (3) mois à venir*.

Les informations recueillies à l'occasion de ces enquêtes sont qualifiées de *qualitatives*, parce que l'on demande aux déclarants d'assigner des *qualités* et non des *quantités* aux variables qui font l'objet d'interrogations.

Les enquêtes de conjoncture permettent de manière générale de disposer, dans des délais relativement courts, d'une vue synthétique d'un secteur d'activité donné (industries extractives par exemple), éclairant ainsi des domaines qui ne sont pas couverts, ou couverts plus tardivement, par les statistiques classiques.

Comme les enquêtes de conjoncture permettent de retracer la situation et les perspectives des enquêtés en consignant leurs opinions qualitatives d'une période à l'autre, elles apportent une information précieuse pour l'analyse et la prévision de court terme. Autre avantage, les résultats sont obtenus très rapidement, souvent avant même que les données statistiques complètes ne soient disponibles auprès des enquêtés.

Les enquêtes de conjoncture du deuxième trimestre 2026 se sont déroulées en juillet 2026 et ont concerné les mêmes échantillons que les enquêtes antérieures. Ces échantillons sont composés d'environ trois cent (300) entreprises principalement localisées dans la ville de Niamey et dans les autres régions et réparties dans douze (12) secteurs d'activités économiques, ainsi que 1 883 ménages de la ville de Niamey.
Les résultats de l'enquête auprès des entreprises ont été pondérés par les chiffres d'affaires afin de tenir compte de la taille de chaque entreprise dans l'échantillon. Ces résultats pondérés sont ensuite synthétisés sous forme de soldes d'opinions pour donner l'orientation de l'activité économique dans son ensemble, à la fois sur le trimestre sous revue et le trimestre suivant.
En ce qui concerne l'enquête auprès des ménages, le questionnaire contient globalement trois (3) questions concernant le passé récent (trimestre sous revue), deux (2) questions concernant le présent, trois (3) questions relatives au futur proche (trimestre suivant le trimestre sous revue) et une question permettant d'identifier la tranche d'âge à laquelle appartient le chef de ménage interrogé.

2. Champ couvert

Pour des raisons opérationnelles (moyens logistiques et humains limités), le champ géographique de l'enquête est la ville de Niamey. Une extension de ce champ géographique est envisageable au cours des prochaines enquêtes.

3. Périodicité et méthodologie de la collecte

Les enquêtes de conjoncture sont menées sur une base trimestrielle. Ainsi, à la fin de chaque trimestre, un questionnaire est administré auprès de chaque entreprise-échantillon (fixe) par les agents enquêteurs.

Pour l'enquête auprès des ménages, l'administration des questionnaires s'effectue les jours non ouvrés (généralement samedi et dimanche) auprès d'un échantillon de 1 883 ménages par l'équipe d'enquêteurs. Ces ménages sont choisis aléatoirement chaque trimestre.

4. **Nature des données à collecter (opinions, etc.) Concernant les ménages**, les données collectées sont principalement de cinq (5) ordres :
   - la perception du niveau de vie au Niger en général (trimestre passé et trimestre à venir) ;
   - la perception des prix à la consommation (trimestre passé) ;
   - la perception de la situation financière du foyer (trimestre passé, au moment précis de l'enquête et trimestre à venir) ;
   - la possibilité d'effectuer des achats importants (meubles, terrains, voitures, etc.) dans la situation économique au moment de l'enquête ;
   - la possibilité d'épargner (trimestre à venir).

Pour le volet entreprise, les données collectées concernent principalement :
- la catégorie institutionnelle de l'entreprise et son secteur d'activités ;
- le nombre de salariés employés par l'entreprise ;
- la perception du climat des affaires (au moment de l'enquête et au cours du trimestre à venir) ;
- le recrutement (trimestre passé) et la possibilité d'opérer d'autres recrutements (trimestre à venir) ;
- l'évolution du volume de l'activité (trimestre passé et trimestre à venir) ;
- l'évolution du volume des ventes (trimestre passé) ;
- la perception du carnet des commandes (au moment de l'enquête) ;
- l'évolution des dépenses d'investissements (trimestre passé et trimestre à venir) ;
- la tendance des prix de vente (trimestre passé) et la perception de la tendance probable des prix de vente (trimestre à venir).